

PRIX DE LA CITOYENNETE – BURGERSCHAPSPRIJS 2016

Fondation P&V Stichting

Discours du Président/Toespraak van de Voorzitter Olivier Servais

Mesdames, Messieurs, Dames en Heren,

Chers amis, Beste vrienden,

Pour la 12ème fois, la Fondation P&V va décerner son Prix de la Citoyenneté. Comme vous venez d'entendre, cette année, une tête a changé. En effet, Président depuis ces débuts il y a presque 20 ans, le professeur Mark Elchardus, sociologue bruxellois bien connu, a cédé le flambeau à un anthropologue liégeois émigré en terre néo-louvaniste, votre serviteur.

La question des jeunes a toujours été une question cruciale dans ma trajectoire d'engagement comme dans mes travaux académiques. Ne pas investir dans la jeunesse c'est enterrer par avance l'avenir de nos sociétés. Miser sur la jeunesse, la comprendre dans ce qu'elle a d'innovateur, parfois de curieux, et la soutenir dans ses projets et ses rêves, est un impératif pour moi.

C'est pour ces raisons qu'il y a presque 8 ans quand Mark Elchardus et Marnic Speltdoorn m'ont proposé de rejoindre la Fondation, j'ai pensé que le défi en valait largement la chandelle.

Ik ben nooit ontgoocheld geweest. Het onthaal en enthousiasme zijn altijd op het appèl, net als de overtuiging dat we, op onze manier, kunnen bijdragen aan een wereld die beter aansluit bij onze aspiraties.

Sinds haar ontstaan heeft de Stichting als missie de actieve en geëngageerde participatie van burgers te bevorderen, meer bepaald van jongeren, doorheen concrete projecten. De Stichting P&V wil iedereen, zonder onderscheid, aanmoedigen te vechten voor zijn idealen en op die manier te ijveren voor een meer rechtvaardige wereld. Deze problematiek van rechtvaardigheid vormt de kern van onze werking.

Daarom kiest de Stichting jaarlijks een thema dat ze op de mediatieke voorgrond wil plaatsen met haar prijs. Vanavond staat het belang van de publieke diensten voor onze democratische samenlevingen centraal.

A l'heure où des politiques de dérégulation, de privatisation et de libéralisation continuent à s'amplifier,

A l'heure où le fossé entre une minorité aisée et une majorité de pauvres ou de précaires n'a jamais été aussi grand, dans des sociétés qui restent pourtant fondées sur l'équité et la justice.

A l'heure où des discours simplistes, binaires et souvent falsificateurs sont utilisés tous les jours (xénophobes, populistes, poujadistes, protectionnistes, sécuritaires) pour promouvoir le repli sur soi, la peur de l'autre et le retour à un certain ordre moral ;

Force est de constater que les services publics servent en permanence de variable d'ajustement de ces politiques.

Or les services publics dans nos sociétés fondées sur l'Etat démocratique, sont le cœur du vivre-ensemble. Un de nos biens mis en partage. Pas de politique de flexibilisation du travail juste sans solidarité forte, sans protection sociale solide. Pas de politique sécuritaire juste sans traitement égal de tous devant la justice. Car c'est bien de justice dont il s'agit avant tout ici.

Et si ce sont bien les services publics qui sont au cœur de nos préoccupations, le jury 2016 a retenu comme emblème de ceux-ci une dimension hautement symbolique : la figure de celui qui incarne cette justice, qui veille à ce que la société demeure le plus juste possible. Car la justice n'est pas un service comme un autre. C'est sans doute un des premiers indicateurs d'équité sociale. C'est un des fondements du contrat social qui nous lie tous. C'est la conviction que chacun doit être traité de manière équitable. Or, vous l'avez compris, cette ambition est mise à mal par des évolutions inquiétantes : une hausse des coûts pour le citoyen, une explosion du retard des affaires judiciaires, une difficulté à travailler dans un cadre toujours plus international, une décroissance des moyens, une complexification exagérée du droit, etc. Bref, la roue tourne et il se pourrait bien qu'un jour pas si lointain, nos jeunes ne comprennent même plus pourquoi le terme justice est accolé à un service public. La distopie, cette utopie inversée, ce cauchemar devenu réel, nous menace à une échelle pas si lointaine. Imaginez un scénario fictif comme celui-ci :

Novembre 2030, Bruxelles, ce matin Léo est très anxieux tout en se réjouissant d'une certaine libération. Cela fait 8 ans déjà qu'il attend son procès pour une question de roulage. Et il a de la chance, dans bien des cas, ce type de jugement dépasse les 10 années tant l'appareil judiciaire est débordé. Sauf si vous prenez la Justice « Fast Track, la voie rapide, mais qui coûte 4 fois le prix de la justice low cost. Pour avoir pris le volant sans assurance pendant une semaine, il risque maintenant 2 ans de prison ferme. Et encore, ce risque a été diminué grâce à la qualité de son avocat qui a pu jongler dans les deux langues dans le labyrinthe bureaucratique des procédures de cette justice complexe. Il faut dire qu'il le rémunère l'équivalent d'une année de salaire pour disposer de cette qualité minimale. A cette fin, il a emprunté à un taux important et sur une durée de remboursement de 5 années. De plus, ce n'est pas sa première affaire judiciaire. C'est déjà son troisième emprunt de cette nature...Vous avez bien entendu, on « emprunte » dorénavant pour pouvoir être jugé le plus équitablement possible. Dès lors, les avocats, même pour une petite histoire, sont devenus hors de prix. Entre s'endetter et aller en prison, il a choisi de se défendre même s'il faut payer très cher. Il reste inquiet car avec ses moyens

limités, son avocat pourtant dynamique et compétent, reste un jeune plaideur sans expérience. Avant lui, un magnat de l'immobilier qui hébergeait pour un loyer très élevé et dans des conditions inhumaines, des illégaux a été libéré sous caution. De bons avocats et un budget consistant font l'essentiel aujourd'hui lorsqu'on est en procès.

Avec des déraillements pareils, c'est tout notre projet de société démocratique qui est mis à mal. Pour la fondation et pour le Grand jury, il est ainsi apparu que la justice devait être reconnue comme un de ces biens démocratiques précieux pour chaque citoyen. Un de ces services publics fondateurs que nous devons protéger et réinvestir dans une logique non uniquement d'efficacité, mais d'humanité et de lien social.

Het is een traditie dat wanneer de laureaten Belg zijn, ze met twee de prijs ontvangen. Omdat in elke gemeenschap reële symbolen bestaan van de waarden die we op de voorgrond willen plaatsen.

Jan Nolf beantwoordt in alle opzichten aan deze justitie voor de gewone man. Een vrederechter die een justitie van sociale verzoening verdedigt. Een rechter die zich niet boven zijn justitiabelen plaatst, maar naast hen. Een rechter die zich niet opsluit in de ivoren toren van zijn justitiepaleis, maar een buurtrechter die de mensen thuis opzoekt. Een rechter die niet neutraal is in de koude zin van het woord, afstandelijk en onthecht, maar een rechter geëngageerd in de waarden die hij denkt te moeten verdedigen en vertegenwoordigen. Een rechter voor allen. Un juge pour tous.

De son côté, Michel Claise complète admirablement bien ce premier symbole d'un juge pour tous, en incarnant une justice qui s'applique à tous. Juge financier et romancier, il se bat toujours pour que l'appareil judiciaire puisse tenir face aux techniques de détournement financier les plus élaborées. Panama papers et autres affaires financières, en Belgique, c'est en partie lui qui les gère. Mais au-delà du médiatique, Michel Claise, c'est d'abord une conviction, celle que la justice doit tendre vers une égalité de tous devant la loi, riche comme précaire, personne de pouvoir comme dépendant. Et ses cris d'alarme à cet égard sonnent comme un plaidoyer démocratique.

Aujourd'hui, c'est pour souligner combien la justice est un des premiers fondements de nos sociétés démocratiques que la Fondation va attribuer son Prix de la Citoyenneté à ces deux juges de conviction. Le duo Nolf-Claise symbolise l'égalité, la place de chacun, le respect de tous, la démocratie, le fait de traiter les gens de la même manière... Il est capital de montrer que chaque citoyen peut faire quelque chose. Mais également de montrer qu'à l'intérieur du système, on peut aussi prendre la responsabilité de citoyen.